

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA COMMUNE DE BAILLARGUES ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BAILLARGUES

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 Janvier 84 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 61 à 63, et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié par le décret n° 2011-541 du 17 mai 2011, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

il a été convenu d'un commun accord ce qui suit :

Entre :

La Commune de Baillargues, place du 14 juillet, 34670 BAILLARGUES, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Baillargues, place du 14 juillet, 34670 Baillargues représenté par son Vice - Président, Monsieur Alain SOULIER,

Article 1^{er}. – Objet et durée de la mise à disposition

La Commune de Baillargues met Madame Coralie BRUN, Educateur des APS, à disposition du Centre Communal d'Action Sociale de Baillargues pour une durée d'un an, à compter du 15 mars 2018, pour exercer les fonctions de chargée de mission des affaires sociales au CCAS.

Dans ce cadre, les missions principales de Madame Coralie BRUN, seront :

- Recenser les besoins, proposer et participer à la mise en œuvre de la politique sociale,
- Exercer une fonction de conseil ou d'expertise auprès de la Direction,
- Centraliser, analyser, évaluer et transmettre les données et observations permettant de cerner les besoins et leurs évolutions.

Article 2. – Conditions d'emploi

Madame Coralie BRUN est affectée au CCAS de Baillargues durant la période de sa mise à disposition.

L'employeur d'origine sera tenu informé des dates de congés annuels et sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc.

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, de congés de maladie de congé de formation, actions relevant du CPF, discipline, etc...) de Madame Coralie BRUN relèvent de la collectivité d'origine après avis de l'organisme d'accueil.

Article 3. – Contrôle et évaluation des activités

Madame Coralie BRUN bénéficie des conditions d'entretien professionnel et d'avancement applicables dans sa collectivité d'origine à l'ensemble des personnels de son grade. Elle bénéficie d'un entretien professionnel avec son supérieur hiérarchique direct, à l'issue duquel un compte-rendu est transmis au fonctionnaire qui y apporte des observations et à l'autorité de son employeur d'origine. En cas de faute disciplinaire, la Commune de Baillargues est saisie par le CCAS de Baillargues.

Article 4. – Rémunération

La commune de Baillargues verse à Madame Coralie BRUN la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement, supplément familial, indemnités et primes).

L'agent mis à disposition sera indemnisé par l'organisme d'accueil des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur dans cet organisme.

Article 5. – Remboursement de la rémunération

Le CCAS de Baillargues remboursera à la Commune de Baillargues le montant correspondant à la rémunération et aux charges sociales du salaire de Madame Coralie BRUN au vu d'un titre de recette émis trimestriellement.

Article 6. – Congés pour indisponibilité physique

La collectivité d'origine prend les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 ainsi qu'aux congés de maladie ordinaire et en informe la collectivité d'accueil.

Article 7. – Formation. Congé de formation. Congé personnel de formation

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du congé personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil.

Article 8. – Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Madame Coralie BRUN peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1er de la présente convention :

- à l'initiative de l'organisme d'accueil, de la collectivité d'origine, ou de Madame Coralie BRUN, moyennant un préavis de 1 mois ;
- en cas de faute disciplinaire grave (le préavis pourra être réduit par accord).

En cas de défaillance de paiement ou de négligence dans son devoir d'information relatif aux conditions d'emploi de Madame Coralie BRUN par l'organisme d'accueil, la convention pourra être résiliée de plein droit sans délai.

Article 9. – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du tribunal administratif de Montpellier.

Article 10. – Exemplaires

Cette présente convention est, avant signature, transmise à Madame Coralie BRUN, afin qu'elle puisse exprimer son accord sur la nature des activités confiées et les conditions d'emploi définies.

La présente convention sera transmise, en annexe de l'arrêté de mise à disposition de Madame Coralie BRUN, et notifiée :

- au Président du Centre de Gestion ;
- au comptable.

PROJET 1

Fait le 23 janvier 2018, à Baillargues,

Pour la Mairie de Baillargues :

Le Maire,

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER,

Pour le C.C.A.S de Baillargues :

Le Vice-Président,

Monsieur Alain SOULIER,

Envoyé en préfecture le 28/03/2018

Reçu en préfecture le 28/03/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180315-DLP2018_05-DE



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA COMMUNE DE BAILLARGUES ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BAILLARGUES

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 Janvier 84 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 61 à 63, et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié par le décret n° 2011-541 du 17 mai 2011, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

il a été convenu d'un commun accord ce qui suit :

Entre :

La Commune de Baillargues, place du 14 juillet, 34670 BAILLARGUES, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Baillargues, place du 14 juillet, 34670 Baillargues représenté par son Vice - Président, Monsieur Alain SOULIER,

Article 1^{er}. – Objet et durée de la mise à disposition

La Commune de Baillargues met Madame Céline PANIS, adjoint administratif principal de 2^{ème} Classe, à disposition du Centre Communal d'Action Sociale de Baillargues pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} juin 2018, pour exercer les fonctions d'agent chargé de l'accueil et de l'instruction des dossiers d'aide sociale légale des personnes se présentant au CCAS.

Dans ce cadre, les missions principales de Madame Céline PANIS, seront :

- Accueil, conseil et orientation de toutes personnes se présentant au CCAS,
- Instruction administrative et suivi des dossiers d'aide sociale légale et facultative,
- Secrétariat administratif.

Article 2. – Conditions d’emploi

Madame Céline PANIS est affectée au CCAS de Baillargues durant la période de sa mise à disposition.

L’employeur d’origine sera tenu informé des dates de congés annuels et sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d’absence : maladie, autorisations d’absence, grève, etc.

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, de congés de maladie de congé de formation, actions relevant du CPF, discipline, etc...) de Madame Céline PANIS relèvent de la collectivité d’origine après avis de l’organisme d’accueil.

Article 3. – Contrôle et évaluation des activités

Madame Céline PANIS bénéficie des conditions d’entretien professionnel et d’avancement applicables dans sa collectivité d’origine à l’ensemble des personnels de son grade.

Elle bénéficie d’un entretien professionnel avec son supérieur hiérarchique direct, à l’issue duquel un compte-rendu est transmis au fonctionnaire qui y apporte des observations et à l’autorité de son employeur d’origine.

En cas de faute disciplinaire, la Commune de Baillargues est saisie par le CCAS de Baillargues.

Article 4. – Rémunération

La commune de Baillargues verse à Madame Céline PANIS la rémunération correspondant à son grade d’origine (traitement, supplément familial, indemnités et primes).

L’agent mis à disposition sera indemnisé par l’organisme d’accueil des frais et sujétions auxquels il s’expose dans l’exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur dans cet organisme.

Article 5. – Remboursement de la rémunération

Le CCAS de Baillargues remboursera à la Commune de Baillargues le montant correspondant à la rémunération et aux charges sociales du salaire de Madame Céline PANIS au vu d’un titre de recette émis trimestriellement.

Article 6. – Congés pour indisponibilité physique

La collectivité d’origine prend les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l’article 57 de la loi du 26 janvier 1984 ainsi qu’aux congés de maladie ordinaire et en informe la collectivité d’accueil.

Article 7. – Formation. Congé de formation. Congé personnel de formation

L’organisme d’accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l’agent.

La collectivité d’origine prend les décisions relatives au bénéfice du congé personnel de formation, après avis du ou des organismes d’accueil.

Article 8. – Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Madame Céline PANIS peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1er de la présente convention :

- à l'initiative de l'organisme d'accueil, de la collectivité d'origine, ou de Madame Céline PANIS, moyennant un préavis de 1 mois ;
- en cas de faute disciplinaire grave (le préavis pourra être réduit par accord).

En cas de défaillance de paiement ou de négligence dans son devoir d'information relatif aux conditions d'emploi de Madame Céline PANIS par l'organisme d'accueil, la convention pourra être résiliée de plein droit sans délai.

Article 9. – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du tribunal administratif de Montpellier.

Article 10. – Exemplaires

Cette présente convention est, avant signature, transmise à Madame Céline PANIS, afin qu'elle puisse exprimer son accord sur la nature des activités confiées et les conditions d'emploi définies.

La présente convention sera transmise, en annexe de l'arrêté de mise à disposition de Madame Céline PANIS, et notifiée :

- au Président du Centre de Gestion ;
- au comptable.

PROJET 1

Fait le xxxxxxxxxxxxxx 2018, à Baillargues,

Pour la Mairie de Baillargues :

Le Maire,

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER,

Pour le C.C.A.S de Baillargues :

Le Vice-Président,

Monsieur Alain SOULIER,

Envoyé en préfecture le 28/03/2018

Reçu en préfecture le 28/03/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180315-DLP2018_05-DE
